

Art. 7. Les propriétaires de titres qui font l'objet de l'offre disposent d'un délai de trente jours à dater de la publication du second avis visé à l'article 6, alinéa 1^{er}, pour faire part par écrit à offrant des griefs qu'ils formulent à l'encontre de l'offre et, plus particulièrement, à l'encontre de l'évaluation des titres de la société visée ou du prix, notamment au regard de la sauvegarde des intérêts des propriétaires de titres.

Lorsque tous les titres sont nominatifs, le délai court à dater de l'envoi des lettres recommandées visées à l'article 6, alinéa 2.

Art. 8. Si des griefs ont été formulés au cours du délai prévu à l'article 7, l'offrant peut soit maintenir son offre initiale, soit la modifier dans un sens plus favorable pour les propriétaires de titres.

L'offrant rend publique la décision qu'il prend en application de l'alinéa 1^{er}, ou, lorsqu'un grief n'a été formulé, le maintien en de l'offre, par un avis publié dans les quinze jours suivant la fin du délai visé à l'article 7, dans un organe de presse de diffusion nationale et dans un organe de presse où la société a son siège social. Cet avis rappelle l'endroit où les propriétaires de titres peuvent se procurer les rapports visés aux articles 4 et 5 et précise les éventuelles modifications apportées à ceux-ci, ainsi que les dates d'ouverture et de clôture de la période d'acceptation de l'offre de reprise.

Lorsque tous les titres sont nominatifs, cette publication peut être remplacée par un envoi par lettres recommandées à tous les propriétaires de titres dans les quinze jours suivant la fin du délai visé à l'article 7.

Art. 9. A compter de la date du rapport de l'offrant visé à l'article 4, l'offre de reprise ne peut plus être modifiée que par application de l'article 3, alinéa 1^{er} ou de l'article 8, alinéa 1^{er}.

Art. 10. La période d'acceptation de l'offre de reprise doit avoir une durée minimale de dix jours et une durée maximale de vingt jours à compter de la publication faite conformément à l'article 8.

Art. 11. A l'exception des titres dont les propriétaires ont fait savoir à l'offrant, expressément et par écrit avant la clôture de la période d'acceptation de l'offre, qu'ils refusaient de s'en défaire, les titres non présentés à la clôture de l'offre sont réputés transférés de plein droit à l'offrant. Le paiement des titres ainsi transférés s'effectue au plus tard dans le mois qui suit la clôture de l'offre. Les fonds nécessaires au paiement des titres ainsi transférés sont consignés auprès de la Caisse de dépôts et consignations au profit de leurs anciens propriétaires.

Art. 12. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Art. 7. De eigenaars van effecten waarop het bod slaat, beschikken over een termijn van dertig dagen na bekendmaking van het tweede bericht als bedoeld in artikel 6, eerste lid, om schriftelijk de bieder hun bezwaren mede te delen tegen het bod en, meer in het bijzonder, tegen de waardering van de effecten van de doelvennootschap of de geboden prijs, inzonderheid uit het oogpunt van het veilig stellen van de belangen van de eigenaars van effecten.

Wanneer alle effecten op naam zijn, loopt de termijn vanaf de verzending van de aangetekende brieven als bedoeld in artikel 6, tweede lid.

Art. 8. Indien in de loop van de in artikel 7 genoemde termijn, bezwaren zijn gemaakt, kan de bieder hetzij zijn oorspronkelijke bod handhaven, hetzij het in gunstigere zin voor de effectenhouders wijzigen.

De bieder maakt de beslissing die hij heeft genomen met toepassing van het eerste lid, of, wanneer geen bezwaar werd medegedeeld, het behoud van het bod, bekend via een bericht dat binnen de vijftien dagen volgend op het eind van de in artikel 7 bepaalde termijn wordt bekendgemaakt in een landelijk verspreid blad en in een blad uit de streek waar de vennootschap haar zetel heeft. Dit bericht herhaalt de plaats waar de eigenaars van effecten de in de artikelen 4 en 5 bedoelde verslagen kunnen bekomen en geeft de er gebeurlijk aangebrachte wijzigingen alsmede de aanvangs- en slotdata van de aanvaardingsperiode van het uitkoopbod, aan.

Wanneer alle effecten op naam zijn, kan deze publicatie worden vervangen door de verzending van aangetekende brieven aan alle eigenaars van effecten binnen de vijftien dagen volgend op het eind van de in artikel 7 bepaalde termijn.

Art. 9. Vanaf de datum waarop het verslag van de bieder als bedoeld in artikel 4 werd opgesteld, mag het uitkoopbod enkel worden gewijzigd met toepassing van artikel 3, eerste lid of van artikel 8, eerste lid.

Art. 10. De periode voor de aanvaarding van het uitkoopbod bedraagt minimum tien en maximum twintig dagen, te rekenen vanaf de datum van de bekendmaking overeenkomstig artikel 8.

Art. 11. Met uitzondering van de effecten waarvan de eigenaars uitdrukkelijk en schriftelijk voor het sluiten van de aanvaardingsperiode van het bod hebben te kennen gegeven dat ze er geen afstand van willen doen, worden de effecten die na afsluiting van het bod niet zijn aangeboden, geacht van rechtswege op de bieder te zijn overgegaan. De betaling van de overgedragen effecten geschiedt ten laatste binnen één maand na afsluiting van het bod. De middelen die noodzakelijk zijn voor de betaling van de overgedragen effecten, worden geconsigneerd bij de Deposito- en Consignatiekas ten gunste van hun vroegere eigenaars.

Art. 12. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

F. 99 — 2178

[S - C - 99/09669]

25 MAI 1999. — Arrêté royal portant exécution des articles 73 et 83 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1997 sur les faillites, notamment les articles 73 et 83;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1934 relatif à l'application des lois sur la dépossession involontaire de titres au porteur, modifié par les arrêtés royaux du 4 juin 1970 et du 4 mars 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 octobre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 novembre 1998;

N. 99 — 2178

[S - C - 99/09669]

25 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de artikelen 73 en 83 van de faillissementswet van 8 augustus 1997

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de faillissementswet van 8 augustus 1997, inzonderheid de artikelen 73 en 83;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1934 betreffende de toepassing der wetten op het onvrijwillig bezitsverlies van toonderpapier, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 juni 1970 en van 4 maart 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 oktober 1998;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 november 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les actifs, s'ils consistent en sommes et valeurs, qui apparaîtraient postérieurement au jugement qui, conformément à l'article 73 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, prononce la clôture de la faillite pour insuffisance d'actif à l'égard d'un failli personne physique ou morale déclaré inexcusable, ou au jugement qui conformément à l'article 83 de la même loi, prononce l'inexcusabilité, sont déposés à l'agence compétente de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Si ces actifs apparaissent en nature, ils pourront être réalisés par un curateur ad hoc, désigné par le tribunal de commerce. Les frais de réalisation et les honoraires du curateur ad hoc, liquidés par le tribunal de commerce, seront prélevés sur le produit de la réalisation et le solde sera consigné conformément à l'alinéa 3.

Cette consignation a lieu conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 24 décembre 1934 relatif à l'application des lois sur la dépossession involontaire des titres au porteur.

Art. 2. En cas d'action introduite contre le failli personne physique, ou en cas d'action introduite conformément à l'article 194 des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, contre les personnes réputées liquidateurs de la personne morale déclarée en faillite en vertu de l'article 180 des mêmes lois coordonnées, le tribunal peut ordonner un prélèvement au bénéfice du demandeur, à concurrence de ce qui lui reste dû au jour de la clôture de la faillite, sur les actifs qui seraient encore consignés au profit du failli au jour du jugement à prononcer, afin de les affecter au remboursement du solde de sa créance.

Art. 3. Chaque année, la Caisse des Dépôts et Consignations publie une liste au *Moniteur belge* qui mentionne les noms, prénoms et adresses des personnes au nom desquelles les sommes et valeurs ont été consignées conformément à l'article 1^{er} du présent arrêté. Cette liste contient également le lieu et la date du dépôt, les numéros des comptes, les sommes restant en caisse et les titres restant en dépôt.

La liste visée à l'alinéa 1^{er} est envoyée par la Caisse à tous les tribunaux de commerce du Royaume. Toute personne intéressée peut consulter gratuitement la liste au greffe du tribunal de commerce et peut, sur simple demande, se faire délivrer, à ses frais, par le greffier, des copies intégrales ou partielles.

Art. 4. L'article 2, 3^o de l'arrêté royal du 24 décembre 1934 relatif à l'application des lois sur la dépossession involontaire de titres au porteur, remplacé par l'arrêté royal du 4 mars 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o le cas échéant, le numéro et la date du *Moniteur belge* contenant l'avis de clôture de la liquidation de la société ou l'avis de clôture de la faillite, et les éléments constitutifs du compte visé à l'article 13. »

Art. 5. A l'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 mars 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Les dépôts de valeurs à effectuer par application de l'article 45 de la loi du 24 juillet 1921, de l'article 177^{sexies} des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935 et des articles 73 et 83 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, sont reçus, pour compte de la Caisse des Dépôts et Consignations, à l'agence du caissier de l'Etat dans le ressort de laquelle se trouve le siège social de l'établissement émetteur des valeurs. »

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De activa die uit geldsommen en waardepapieren bestaan en te voorschijn komen na het vonnis waarbij overeenkomstig artikel 73 van de faillissementswet van 8 augustus 1997 de sluiting van het faillissement wegens ontoereikend actief wordt uitgesproken ten aanzien van de niet verschoonbaar verklaarde gefailleerde natuurlijk persoon of rechtspersoon, of na het vonnis waarbij overeenkomstig artikel 83 van diezelfde wet de niet-verschoonbaarheid wordt uitgesproken, worden in deposito gegeven bij het bevoegde agentschap van de Deposito- en Consignatiekas.

Als die activa in natura te voorschijn komen, kunnen ze te gelde worden gemaakt door een door de rechtbank van koophandel aangeestelde curator ad hoc. De kosten van de tegeldemaking en het ereloon van de curator ad hoc, begroot door de rechtbank van koophandel, worden ingehouden op de opbrengst van de tegeldemaking. Het saldo wordt geconsigneerd overeenkomstig het derde lid.

De consignatie geschiedt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 24 december 1934 betreffende de toepassing der wetten op het onvrijwillig bezitsverlies van toonderpapier.

Art. 2. Wanneer een vordering wordt ingesteld tegen de gefailleerde natuurlijk persoon, of wanneer overeenkomstig artikel 194 van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, een vordering wordt ingesteld tegen de personen die overeenkomstig artikel 180 van dezelfde gecoördineerde wetten als vereffenaars van de gefailleerde rechtspersoon worden beschouwd, kan de rechtbank op de activa die op de dag van het te vellen vonnis nog geconsigneerd zouden zijn ten bate van de gefailleerde, een inhouding bevelen ten gunste van de eiser, ten belope van wat hem verschuldigd blijft op de dag van de sluiting van het faillissement om ze te bestemmen voor de aflossing van het saldo van zijn schuldvordering.

Art. 3. Jaarlijks maakt de Deposito- en Consignatiekas een lijst bekend in het *Belgisch Staatsblad* met de naam, voornaam en adres van de personen op wier naam de sommen en waarden overeenkomstig artikel 1 van dit besluit werden geconsigneerd. Deze lijst bevat eveneens de plaats en datum van de bewaargeving, de nummers van de rekeningen, de in de kas blijvende sommen en de in bewaargeving blijvende effecten.

De Kas maakt de in het eerste lid bepaalde lijst over aan alle rechtbanken van koophandel van het Rijk. Eenieder die erom verzoekt kan kosteloos inzage krijgen van deze lijst op de griffie van de rechtbank van koophandel en kan er zich op eenvoudig verzoek op eigen kosten een volledig of gedeeltelijk afschrift door de griffier van laten bezorgen.

Art. 4. Artikel 2, 3^o, van het koninklijk besluit van 24 december 1934 betreffende de toepassing der wetten op het onvrijwillig bezitsverlies van toonderpapier, vervangen bij koninklijk besluit van 4 maart 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

»3^o in voorkomend geval, nummer en datum van het *Belgisch Staatsblad* met het bericht van de afsluiting van de vereffening van de vennootschap of het bericht van de sluiting van het faillissement, alsmede de bestanddelen van de rekening bedoeld in artikel 13. »

Art. 5. In artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 4 maart 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De waardepapieren die in deposito moeten worden gegeven met toepassing van artikel 45 van de wet van 24 juli 1921, artikel 177^{sexies} van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935 en de artikelen 73 en 83 van de faillissementswet van 8 augustus 1997, worden voor rekening van de Deposito- en Consignatiekas ontvangen door het agentschap van 's Rijkskassier dat bevoegd is voor het gebied waar de zetel van de instelling die deze waardepapieren uitgegeven heeft, is gevestigd. »;

2° A l'alinéa 2, les mots « dans le cas d'un dépôt fait en vertu de l'article 45 de la loi du 24 juillet 1921, ainsi qu'en vertu de l'article 177^{sexies} des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935 » sont remplacés par les mots « dans le cas d'un dépôt fait en vertu de l'article 45 de la loi du 24 juillet 1921, en vertu de l'article 177^{sexies} des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, ainsi qu'en vertu des articles 73 et 83 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites ».

Art. 6. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

2° In het tweede lid, worden de woorden « bij een krachtens artikel 45 van de wet van 24 juli 1921, alsmede bij een krachtens artikel 177^{sexies} van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, gedaan deposito », vervangen door « bij een krachtens artikel 45 van de wet van 24 juli 1921, een krachtens artikel 177^{sexies} van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, alsmede bij een krachtens de artikelen 73 en 83 van de faillissementswet van 8 augustus 1997, gedaan deposito ».

Art. 6. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

F. 99 — 2179 (99 — 906)

[99/09479]

10 FEVRIER 1999. — Loi modifiant l'article 574 du Code judiciaire Erratum

Au *Moniteur belge* du 31 mars 1999, p. 10649, l'article 2, alinéa 1^{er}, doit être lu comme suit :

« L'article 574 du Code judiciaire, modifié par les lois des 24 mars 1975, 12 juillet 1989, 12 juin 1991, 22 juillet 1991, 8 août 1997 et 10 février 1998 est complété par un 12°, libellé comme suit : ».

N. 99 — 2179 (99 — 906)

[99/09479]

10 FEBRUARI 1999. — Wet tot wijziging van artikel 574 van het Gerechtelijk Wetboek. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1999, blz. 10649, dient artikel 2, eerste lid, te worden gelezen als volgt :

« Artikel 574 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1975, 12 juli 1989, 12 juni 1991, 22 juli 1991, 8 augustus 1997 en 10 februari 1998 wordt aangevuld met een 12°, luidend als volgt : ».

F. 99 — 2180

[99/09551]

10 MARS 1999. — Loi modifiant la loi du 2 août 1974 relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes. — Errata

Au *Moniteur belge* n° 80 du 23 avril 1999, il y a lieu de lire :

Dans le texte français :

à la page 13481 :

à l'article 2, troisième ligne :

« est remplacé par » au lieu de : « est remplacé par »;

à l'article 29 tel que remplacé par l'article 2, première ligne :

« du culte israélite » au lieu de « du culte israélite »;

à l'article 29 tel que remplacé par l'article 2, point c :

« du consistoire central israélite » au lieu de « du consistoire central israélite ».

Dans le texte néerlandais :

à la page 13481 :

dans les documents parlementaires de la Chambre des représentants cités dans la note, première ligne :

« Nr. 1 : Wetsontwerp » au lieu de « Nr. 1 Wetsontwerp »;

dans les documents parlementaires de la Chambre des représentants cités dans la note, deuxième ligne :

« Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering » au lieu de « Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering ».

Au *Moniteur belge* n° 80 du 23 avril 1999, page 13481, il y a lieu de compléter les documents parlementaires du Sénat cités dans la note comme suit :

« N° 2 : Projet non évoqué par le Sénat ».

N. 99 — 2180

[99/09551]

10 MAART 1999. — Wet tot wijziging van de wet van 2 augustus 1974 betreffende de wedden van de titularissen van sommige openbare ambten en van de bedienaars van de erendiensten. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 80 van 23 april 1999, gelieve men te lezen :

In de Franse tekst :

Op bladzijde 13481 :

In artikel 2, derde lijn :

« est remplacé par » in plaats van : « est remplacé par »;

in artikel 29 zoals vervangen door artikel 2, eerste lijn :

« du culte israélite » in plaats van : « du culte israélite »;

in artikel 29 zoals vervangen door artikel 2, punt c :

« du consistoire central israélite » in plaats van : « du consistoire central israélite ».

In de Nederlandse tekst :

op bladzijde 13481 :

in de parlementaire bescheiden van de Kamer van volksvertegenwoordigers vermeld in de nota, eerste lijn :

« Nr. 1 : Wetsontwerp » in plaats van : « Nr. 1 : Wetsontwerp »;

in de parlementaire bescheiden van de Kamer van volksvertegenwoordigers vermeld in de nota, tweede lijn :

« Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering » in plaats van : « Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering ».

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 80 van 23 april 1999, bladzijde 13481, gelieve de parlementaire bescheiden van de Senaat vermeld in de nota als volgt aan te vullen :

« Nr. 2 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat ».